



Taux actuels de d'émaciation : 1.8% retard de croissance : 7% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 2.2%

Source: Gouvernement brésilien (PNDS, 2007)

Bons résultats

- Les investissements publics dans le secteur de la santé sont relativement élevés, atteignant 10.3% de l'ensemble des dépenses publiques en 2017.
- Brésil : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes. Il en est ainsi depuis longtemps.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation. Il en est ainsi depuis longtemps.
- Brésil : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Brésil : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Brésil : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Brésil : en 2017, 98.4% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.

Points à améliorer

- Brésil : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Brésil : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 13.8 % des enfants en 2013.


Brésil: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	0.9%	2019	44e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	10.3%	2017	6e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Très bon	2019	1er
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Très bon	2019	3e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	96.4%	2015	3e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Bon	2018	1er
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2017	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	5e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique
Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	13.8%	2013	42e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	98.4%	2017	2e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	88.3%	2017	1er
Visites médicales pour les femmes enceintes	97.2%	2015	11er
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2020-2031	30e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel

*For full details visit:
www.hancindex.org